

Rapport annuel

2012-
2013



Le CDÉACF à l'aube de la trentaine

30 ans

Table des matières

2-	Mot du président
3-	Mot de la directrice générale
4-	Le CDÉACF
4-	De 1983 à 2013
6-	Mission, principes et objectifs
8-	Les membres
9-	Le conseil d'administration
10-	L'équipe de travail
12-	Bilan des activités
12-	Introduction
13-	Consolider la présence du CDÉACF au Québec et au Canada
20-	Contribuer au développement des compétences informationnelles des membres
22-	Apporter un soutien documentaire et informationnel proactif et innovateur
27-	Assurer le développement équilibré de tous les champs d'intervention du CDÉACF
28-	Accentuer notre rôle de médiateur pour l'information et la documentation internationales
30-	Accroître l'expertise, la polyvalence et la synergie entre les champs
32-	Assurer une gestion efficace et responsable
35-	États financiers condensés
39-	Conclusion et remerciement
40-	Liste des sigles et acronymes
41-	Crédits du rapport annuel



Mot du président

Je crois qu'en ce trentième anniversaire, le CDÉACF se trouve devant un nouveau chapitre de son histoire à écrire. La dernière décennie a vu le Centre prendre le virage technologique. Les dernières années ont donné lieu à un changement de la garde à la direction générale et à une réorganisation de la structure de l'équipe de travail. Il ne reste qu'une pierre à poser pour que le CDÉACF se lance dans une nouvelle séquence de son développement : renouveler le soutien financier du gouvernement fédéral.

Pour ma part, je termine un mandat à la présidence. À titre de chercheur à l'ICÉA, je connaissais le CDÉACF en tant qu'utilisateur. Le rôle de président du CA m'a permis de connaître plus en détail et d'apprécier tout le travail du CDÉACF, et j'en ressors convaincu que le Centre a un rôle unique et stratégique auprès des organisations à l'œuvre en alphabétisation, en éducation des adultes et en condition des femmes.

À celles et ceux qui poursuivront le travail au conseil d'administration ou qui prendront la relève, j'espère laisser le Centre sur des bases solides qui vous permettront de tirer profit des forces du CDÉACF dans les années à venir. Je ne peux terminer ce mandat sans remercier et féliciter l'équipe de travail du CDÉACF. Nous avons vécu ensemble une période de transition qui, tout naturellement, a donné lieu à des discussions qui peuvent être difficiles. Durant nos échanges, j'ai toujours senti votre profond engagement pour le CDÉACF. De même, votre expertise et votre professionnalisme ont permis de passer au travers cette période de transition sans que jamais la qualité des activités du CDÉACF n'en souffre. Pour moi, cela a créé un contexte qui a permis au conseil d'administration de réfléchir sereinement à l'avenir du CDÉACF. Cela fut très précieux, sachez-le.

Comme président, une des décisions les plus difficiles à prendre fut de choisir une nouvelle personne à la direction générale, après le départ de Rosalie jusqu'alors seule directrice générale de l'histoire du CDÉACF. Le comité responsable de cette sélection a pris une bonne année afin de rencontrer des candidat-e-s, ce qui témoigne du sérieux consacré à cette tâche. Je quitte la présidence confiant que nous avons choisi la bonne personne, pour l'équipe de travail et pour le Centre. En moins de deux ans, Geneviève est rapidement devenue une force pour le CDÉACF. Autant en regard de la dynamique interne de l'équipe que dans la compréhension du CDÉACF et de ses activités, que pour ce qui relève des complexes discussions en lien avec le financement sur les scènes provinciale et fédérale, j'ai eu souvent la chance de constater la compétence et l'apport de Geneviève.

Un dernier mot, pour toutes les personnes avec qui j'ai partagé les responsabilités du conseil d'administration. J'ai voulu miser sur l'intelligence collective en vous invitant à débattre sous toutes leurs coutures des questions parfois difficiles, auxquelles nous avons à répondre. Vous avez toujours contribué généreusement aux réflexions du Conseil. Je vous en suis profondément reconnaissant, un président ne peut espérer mieux qu'un Conseil autant engagé pour le CDÉACF.

Solidairement,

Daniel Baril
Président du Conseil d'administration



Mot de la directrice générale

Pour ajouter une portion historique à ce rapport annuel ayant pour thème les 30 ans du CDÉACF, j'ai pris connaissance d'une vingtaine de rapports annuels antérieurs, j'ai parcouru des mémoires, des articles, des comptes-rendus, etc. De toutes mes lectures, il en est ressorti la constance. Constance d'abord dans la poursuite des objectifs à la base de notre fondation par l'ICÉA et Relais-Femmes, puis dans le déploiement des services imaginés par Rosalie Ndejuru durant les premières années du Centre, et constance finalement dans l'énergie déployée pour y arriver.

En aucun temps, j'ai songé que le CDÉACF s'éloignait de sa mission. Dès les premières années, la préoccupation pour l'accessibilité s'est concrétisée en services à distance innovants, en une utilisation accrue et souvent avant-gardiste des technologies et en implication continue des intervenantes et intervenants des milieux pour s'assurer de l'arrimage entre nos services, notre collection et leurs besoins. Malheureusement, les embûches et les difficultés - particulièrement à assurer le financement de notre mission et de nos activités - ont souvent nécessité beaucoup de créativité et d'énergie de la part de la direction, de l'équipe et du conseil d'administration (CA). Le contexte externe de changements qui a marqué l'année 2012-2013 n'était donc pas une première pour le CDÉACF mais comme pour les périodes précédentes, il a posé des défis significatifs à la direction et au CA.

Le processus de réorganisation du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) du Canada entamé l'an dernier, a résulté en une nouvelle orientation et de nouveaux modes de financement, le tout conjugué à une réduction du budget total du BACE. La mise en place de cette réorganisation ayant débuté à l'automne 2013, ses impacts sont encore incertains et se matérialiseront au cours de la prochaine année. Notre principal bailleur de fonds québécois, le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a également vécu son lot de changements, tant du côté politique qu'à tous les niveaux du ministère. Ces changements ont retardé de près d'un an l'attribution de nos subventions, forçant la direction et le CA à prendre des décisions parfois difficiles, demandant à l'équipe de faire preuve de solidarité et de créativité et à nos membres d'être patients et compréhensifs face aux impacts inévitables sur certains services.

La somme des réalisations et des objectifs atteints cette année est d'autant plus remarquable que le travail s'est fait dans un contexte de restructuration externe mais également interne. Le processus entamé en 2010 par un exercice de diagnostic organisationnel s'est clôturé en 2012 par la mise en place d'une nouvelle structure de travail et l'amélioration de plusieurs processus. Le comité des relations de travail a terminé une révision importante de la politique des conditions de travail et le CA a complété une refonte des règlements généraux pour s'arrimer avec la nouvelle loi canadienne. Finalement, une réorganisation physique de nos espaces pour maximiser leur utilisation et rendre notre collection plus accessible, a bouclé cette année de renouvellement.

Tous ces défis n'ont pas empêché le CDÉACF d'innover dans ses services, de sceller de nouveaux partenariats, de développer sa collection avec l'accueil de deux nouveaux membres déposants et d'affirmer sa présence et son apport incontournable aux milieux qu'il dessert partout au Canada. L'augmentation, encore cette année, du nombre de téléchargements dans notre bibliothèque virtuelle, d'abonnements à nos bulletins ou encore d'adeptes de notre page Facebook et de nos fils Twitter sont autant d'indicateurs de la vitalité de notre organisation et de la pertinence de nos services.

Trente ans plus tard, le projet de nos fondatrices et fondateurs est bien vivant et bien implanté. Le CDÉACF est toujours plus utilisé, apprécié et reconnu.

Geneviève Dorais-Beauregard
Directrice générale

Le CDÉACF

De 1983 à 2013

Petite histoire des débuts du CDÉACF

En 1983, deux organismes ont décidé d'unir leurs collections documentaires et de mettre sur pied un centre de documentation ouvert au public. C'est ainsi que l'Institut canadien pour l'éducation des adultes (ICÉA), devenu aujourd'hui Institut de coopération pour l'éducation des adultes, et l'organisme Relais-Femmes fondèrent le **Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)**. D'abord attaché aux locaux de l'ICÉA, le CDÉACF a déménagé quelques portes plus loin pour ensuite, 15 ans après sa fondation en 1998, rejoindre Relais-Femmes et une dizaine d'autres organisations du mouvement des femmes à la Maison Parent-Roback (dans le Vieux-Montréal). Cette maison qui loge toujours le CDÉACF était le fruit d'un projet inspiré et inspirant d'un toit pour toutes, une fois pour toutes, auquel le CDÉACF a fièrement contribué.



Les collections

Le fonds documentaire du Centre s'est trouvé rapidement enrichi en 1988 par l'ajout de la collection du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et celle du Centre populaire de documentation (CPD) en 1990. Le CPD a fermé ses portes depuis, mais la collection est toujours au CDÉACF. En 1995, le Ministère de l'Éducation a confié au CDÉACF le mandat de collecter, valoriser et diffuser les documents produits dans le cadre des Initiatives fédérales provinciales conjointes en alphabétisation (IFPCA), nourrissant ainsi les rayons du CDÉACF de centaines d'outils produits par des organisations œuvrant en alphabétisation, jusqu'à la fin du programme en 2009. La Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN) et le Regroupement Naissance-Renaissance (RNR) ont eux aussi rejoint le CDÉACF à titre de membres déposants en 1998, contribuant ainsi au développement du volet condition des femmes.

Enfin, tout récemment, trois autres membres ont choisi de confier leur collection documentaire au CDÉACF : le Réseau d'action des femmes handicapées du Canada (DAWN-RAFH), le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) et la Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB). Le fonds documentaire du CDÉACF s'est distingué dès le départ par le regroupement sous un même toit de documentation officielle et de littérature grise (documents non édités souvent produits par le milieu).

Les services

Incorporé sous une charte canadienne, le CDÉACF a toujours eu à cœur l'accessibilité à la documentation et à l'information pour les communautés plus éloignées, qu'elles soient au Québec ou au Canada. Les services à distance ont donc fait partie de son offre dès les années 80. C'est dans cette préoccupation d'accessibilité que le CDÉACF a rapidement, dès 1989, intégré les nouvelles technologies de l'information et des communications que l'on nommait alors télématique. Réalisant en cours de route qu'une grande majorité de groupes de femmes, de groupes populaires et d'organismes en alphabétisation n'étaient pas outillés pour profiter des avantages de ces technologies, le CDÉACF a tôt fait d'ajouter à ses services la formation et l'accompagnement sur les TIC, en plus de leur offrir des outils et des plateformes d'échange et de liaison. NetFemmes et Espace Alpha, issus de cette préoccupation, ont connu un tel succès que leur nom a été parfois plus connu que celui du CDÉACF !

30 ans plus tard, le CDÉACF oeuvre toujours pour la même mission et est toujours guidé par les mêmes principes qu'à sa fondation.



Notre mission

Dans une perspective de démocratisation des connaissances, de reconnaissance du droit à l'information et de valorisation du patrimoine documentaire communautaire québécois, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) est un carrefour d'échanges et un espace d'expression qui a pour fonction de collecter, diffuser, promouvoir et rendre accessibles, en français, les savoirs et savoir-faire des différents milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation et de la condition féminine du Québec et des communautés francophones du Canada.

Principes qui sous-tendent cette mission

- La démocratisation des connaissances;
- La démocratisation des technologies de l'information et des communications;
- Le droit à l'information;
- Le droit des adultes à l'éducation et à la formation;
- La valorisation du patrimoine documentaire communautaire;
- La valorisation des savoirs et des savoir-faire des milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation, de la condition féminine et de l'action communautaire;
- L'importance et la reconnaissance des organismes de la société civile.

Ces principes sont établis dans une perspective de transformation sociale vers une société plus juste, sans exclusion, qui vise l'égalité entre les hommes et les femmes et la réduction des écarts entre les riches et les pauvres.

Nos objectifs 2010-2015

En 2010, à l'issue d'une démarche de planification stratégique, les membres, le CA et l'équipe du CDÉACF se sont donnés **7 objectifs stratégiques** pour les années **2010 à 2015**.

Objectif stratégique central

Obtenir la pleine reconnaissance de l'importance stratégique de la documentation et de son accessibilité dans les domaines de l'alphabétisation, de l'éducation et formation des adultes ainsi que de la condition des femmes.

Objectifs spécifiques

Au niveau externe

1. Consolider la présence du CDÉACF, au Québec et au Canada, dans les milieux francophones de l'alphabétisation, de l'éducation et de la formation des adultes ainsi que de la condition des femmes.
2. Contribuer au développement des compétences informationnelles des membres du CDÉACF dans les trois champs.
3. Apporter un soutien documentaire et informationnel, proactif, en restant à l'affût des nouveaux outils et pratiques technologiques.
4. Assurer le développement équilibré de tous les champs d'intervention du CDÉACF : alphabétisation, éducation et formation des adultes et condition des femmes.
5. Accentuer notre rôle de médiateur de l'information et de la documentation internationale.

Au niveau interne

1. Accroître l'expertise et la synergie entre champs et fonctions et développer la polyvalence.

Petite histoire d'un membership

Jusqu'en 1995 (à l'exception des années 90 à 92 au cours desquelles le CPD était également membre), seules cinq organisations étaient considérées comme des membres soit : l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA), Relais-Femmes, Le Service à l'éducation des adultes de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et l'Association des formateurs et formatrices d'adultes du Québec (AFAQ). En 1995, l'AFAQ a quitté le CDÉACF et l'Équipe interrégionale en alphabétisation du Québec s'y est jointe.

C'est en 1997 que la structure comptant trois niveaux de membres – déposants, structurants et sympathisants – a été mise en place. Le centre compte alors quatre membres déposants et quatre membres structurants. Les membres structurants étaient, et sont toujours, des membres à portée nationale ou provinciale qui ont participé ou participent de façon particulière au développement du Centre. Durant l'année 1999, 59 membres sympathisants s'ajoutaient pour la première fois aux membres structurants et déposants.

Présidences du CA de 1983 à 2013

1983-1985
Léa Cousineau (ICÉA)

1985-1989
Paul Bélanger (ICÉA)

1989-1991
Nicole Boily (ICÉA)

1991-1994
Diane Laberge (ICÉA)

1994-1995
Lise Chevrier-Doucet (CECM)

1995-1999
Nicole Lachapelle (RGPAQ)

1999-2002
Claudette Roussel (TRÉAQFP)

2002-2003
Claudette Roussel
(Centre alpha du Haut-Saguenay)

2003-2004
Manuel Cisneros (ICÉA)

2004
Louise Saucier (TRÉAQFP)

2005
Claudette Roussel (Centre
alpha du Haut-Saguenay)

2005-2007
Mme Carole Dodier (Femmes
et pouvoir de la MRC du Granit)

2007-2008
Mme Isabelle Gendreau (RNR)

2008-2013
Daniel Baril (ICÉA)



Léa Cousineau

Composition du CA 2012-2013

M. Daniel Baril,
Président, délégué de
l'Institut de coopération
pour l'éducation des adultes
(ICÉA), membre déposant

Mme Mona Audet,
Vice-présidente, déléguée
de Pluri-elles (Manitoba) inc.,
membre sympathisant

Mme Éleine Vachon,
Trésorière, déléguée de la
Maison Parent-Roback,
membre sympathisant

Mme Francine Mailloux,
Secrétaire, déléguée de la
Fédération du Québec pour
le planning des naissances
(FQPN), membre déposant

M. Paul Bélanger,
Administrateur, délégué
du Centre interdisciplinaire de
recherche et développement
sur l'éducation permanente
(CIRDEP), membre structurant

Mme Rita Cummings,
Administratrice, déléguée
du Centre d'éducation des
adultes d'Amqui

M. Patrick Jeune,
Administrateur,
délégué de la Fédération
d'alphabétisation du
Nouveau-Brunswick (FANB),
membre structurant
(coopté en décembre 2012,
en remplacement de M. Yvon
Duguay du même organisme)

Mme Claire Lecarpentier,
Administratrice,
déléguée de la Table des
responsables de l'éducation
des adultes et de la formation
professionnelle dans les
commissions scolaires du
Québec (TRÉAQFP), membre
structurant (cooptée en
octobre 2012, en
remplacement de
Diane Pouliot de la même
organisation)

Mme Mélissa Lessard,
Administratrice, déléguée
de l'équipe de travail du
CDÉACF



L'assemblée générale

L'assemblée générale est formée de délégué-e-s des groupes membres et de membres individuel-le-s. Elle élit les administratrices et les administrateurs du Centre et ratifie les documents administratifs adoptés par le CA. C'est également en assemblée générale que sont fixées les orientations de travail du CDÉACF, en lien avec sa mission et ses principes.

Alors que les premières assemblées générales annuelles consistaient en des rencontres de quelques personnes autour d'une table, le développement du CDÉACF et l'importante augmentation du nombre de ses membres les ont transformées en véritables événements annuels.

La dernière assemblée générale des membres a eu lieu le 4 juin 2012 et a rassemblé 47 personnes dont 33 délégué-e-s de membres votants.

Le conseil d'administration

Le CDÉACF est un organisme à but non lucratif (OBNL), géré par un conseil d'administration. Les administratrices et les administrateurs siégeant au conseil d'administration (CA) sont bénévoles.

Le conseil d'administration est constitué de neuf (9) membres dont deux personnes représentant des membres déposants, trois personnes représentant des membres structurants, trois membres sympathisants ainsi qu'une représentante de l'équipe de travail. La directrice générale assiste aux réunions mais n'a pas le droit de vote.

Le conseil d'administration s'est réuni 8 fois en 2012-2013 : les 14 mai, 30 mai (conférence téléphonique), 24 septembre et 12 novembre 2012 et les 21 janvier, 28 février (conférence téléphonique), 15 mars (conférence téléphonique) et 22 mars 2013.

Le contexte externe particulier relié à nos bailleurs de fonds a fait en sorte que le CA s'est rencontré plus souvent que d'habitude et a aussi exigé davantage de travail de lecture et d'analyse entre les rencontres.



Conseil d'administration 2012-2013
Absents sur la photo : Paul Bélanger et Claire Lecarpentier

Évolution du membership 1984-2013

Membres	1984	1997	1999	2002	2013
Déposants		4	5	5	8
Structurants		4	5	12	13
Sympathisants			59	223	318
Totaux	5 <small>sans catégorie</small>	8	69	240	340

Collaboratrices et collaborateurs externes



Équipe du CDÉACF au 31 mars 2013
Absentees sur la photo : Astou Niang, Mia Jordan et Brigitte Chiasson

L'équipe du CDÉACF en 2012-2013

L'équipe de travail

L'équipe de travail assiste le CA dans l'orientation et le développement du CDÉACF et exécute le plan d'action ratifié par l'assemblée générale. Son expertise et son action sont au cœur de la réalisation de la mission du CDÉACF. C'est grâce aux membres de son équipe que le CDÉACF collecte, diffuse, promeut et rend accessibles, en français, les savoirs et savoir-faire.

Hommage aux deux premières employées du CDÉACF



Rosalie Ndejuru

Lorsque l'ICÉA a embauché Rosalie Ndejuru pour son centre de documentation, elle avait déjà exercé le métier de bibliothécaire sur deux continents. Qu'à cela ne tienne, elle ajoute une corde à son arc en complétant, dans les années 1980, une Maîtrise en sciences de l'information avec spécialisation en informatique documentaire.

Grâce à sa vision et à sa détermination, le CDÉACF a connu 28 ans de développement solidement ancré dans les communautés d'ici : des services appréciés et des collections bien arrimées aux préoccupations de nos milieux. En même temps, le centre a développé un important rayonnement international, notamment par le réseau ALADIN de l'UNESCO et dans le réseautage des groupes de femmes ayant le français en partage.

Pour Rosalie, le numérique est un levier puissant pour desservir non seulement les gens d'ici mais aussi la francophonie mondiale. En 1994, elle pilotait déjà le « virage Internet » du CDÉACF avec les réseaux en alphabétisation et en condition des femmes.

En 2012, l'Université de Montréal lui remettait un Prix de reconnaissance pour sa contribution extraordinaire à l'éducation dans la francophonie.

Thérèse Leblanc

Thérèse a été la première employée à venir épauler Rosalie dans le développement du centre de documentation et de ses services. Bibliothécaire, elle a su développer des services au diapason des organismes.

Pour les organismes en éducation, elle répertoriait chaque année les publications dans le domaine. En alphabétisation, c'est à Thérèse que l'on doit la création des premières trousse de matériel pédagogique, les « valises à lire » à l'origine des minibibliothèques et la collection « Le choix des apprenants », début de l'implication des apprenants adultes dans la sélection des livres de lecture qui se poursuit aujourd'hui par les projets de création et de rafraîchissement. Finalement, elle animait avec cœur le réseau international des femmes francophones ayant le français en partage, créant ainsi le premier répertoire d'organismes et bulletin de nouvelles en condition des femmes.

Thérèse a pris sa retraite en 2003, mais son travail de pionnière perdure encore aujourd'hui dans les services du CDÉACF.



- APSV**
Comptables agréés, audit
Benvenuto, Luciano
Production de capsule vidéo
Bergeron, Lise
Correctrice et rédactrice
Bérubé, Marisabelle
Consultante en évaluation et ressources humaines
Blais, Hélène
Spécialiste de contenu
Boucher, Martine
Coordonnatrice COMPAS
Burrows, Nancy
Animatrice
Cadotte, Lorraine
Élaboration de parcours pédagogiques
Carbonneau, Johanne
Analyste-rédactrice COMPAS
Coopérative de travail Interface
Évaluatrice indépendante
Désilets, Margot
Rédactrice de bulletins Web
Format L78
Graphisme
Hidalgo, Bryan
Web designer
Koumbit
Soutien informatique pour site Web
Kozminski, Alexandre
Animation
Lapointe, Roxanne
Animatrice
Leclerc, Philippe-Olivier
Programmation Flash
Malenfant, Danielle
Élaboration de scénario
Payette, Florence
Graphiste
Pépin, Jean-François
Consultant spécialiste en bibliothéconomie
Roqueni-Calderon, Pilar
Agente de communication
Rouse-Lamarre, Justine
Prise de notes
Savard, Andrée
Avocate
Solar-Pelletier, Guillaume
Production audiovisuelle
Solution MC
Consultant en informatique
Soutien Gestion OBNL
Consultante en révision de postes et en gestion
St-Amant, Annie
Graphiste Web
Visard
Service conseil pour Logiciel Kentika

Geneviève Dorais-Beauregard
Directrice générale

Élise Boucher
Technicienne en documentation - veille informationnelle
(remplacement de congé de maternité - a quitté en avril 2012)

Céline Brunet-Lavoie
Cheffe au catalogage et à l'inventaire

Alex Casaubon
Technicien Web et administrateur des systèmes informatiques

Isabelle Coutant
Chargée de projet, compétences essentielles (a terminé en juillet 2012)

François Dallaire
Agent de développement et de liaison - Alphabétisation

Éthel Gamache
Chargée de projets, alphabétisation, éducation et formation des adultes
(fin de contrat en septembre 2012)

Sharon Hackett
Coordonnatrice des ressources documentaires

Geneviève Haineault
Agente d'accueil et de référence

Caroline Harvey
Technicienne aux acquisitions et au traitement documentaire
(jusqu'en octobre 2012)

Ghislaine Jetté
Agente de développement et de liaison - ÉFA, CE et milieu de travail

Micheline Leduc
Adjointe de direction et de coordination (technicienne en bureautique)

Mélissa Lessard
Agente de veille et de diffusion

Ndeye Astou Niang
Coordonnatrice des services aux communautés

Denis Noël
Agent de soutien technique

Lorraine Payette
Responsable de l'administration et des finances (jusqu'en septembre 2012)

Nadia Pozdniakova
Technicienne aux acquisitions et au traitement documentaire
(début en janvier 2013)

Christine Pruvost
Responsable des opérations financières et administratives
(début en septembre 2012)

Stagiaires
Brigitte Chiasson
Stagiaire en partenariat avec Communautique

Mia Jordan
Stagiaire en bibliothéconomie de l'Université de Montréal

Bilan des activités

2012
2013

Introduction

L'année 2012-2013 se situe à mi-chemin du début de notre planification stratégique adoptée en 2010 et de sa fin prévue pour 2015. Les réalisations et les résultats dont le présent bilan fait part correspondent bien à cette étape. Nous avons effectivement clôturé la mise en place de plusieurs des modifications et des projets permettant d'atteindre nos objectifs stratégiques, tout en débutant la consolidation de certains acquis des deux premières années de ce plan quinquennal.

Afin de garder le cap sur nos objectifs, l'information de cette section a été organisée en fonction des objectifs de notre planification stratégique 2010-2015 et de notre plan d'action 2012-2013. Nos services, nos projets et nos résultats vous sont présentés à l'intérieur de chacun de ces objectifs, selon ce qu'ils nous ont permis d'atteindre et de réaliser. Tout comme pour la section précédente, nous avons ponctué notre bilan d'activités de rappels historiques, marquant le début des célébrations du 30^e anniversaire du CDEACF.

1 Consolider la présence du CDEACF au Québec et au Canada dans les milieux francophones de l'alphabétisation, de l'éducation et de la formation des adultes ainsi que dans le milieu de la condition des femmes

Participation à des événements

Cette année, le verbe consolider a été le mot-clé de cet objectif. Beaucoup de travail de déploiement avait été fait durant les dernières années, notamment grâce aux projets « Maîtriser les compétences essentielles pour aller plus loin » et « Québécoises branchées » qui nous ont permis de renforcer notre présence tant dans les communautés francophones du Canada que dans les différentes régions du Québec. Maintenir cette présence, malgré la fin de ces deux projets et dans une période de restructuration interne, était le défi que le CDEACF avait à relever cette année.

Malgré une augmentation des possibilités de communication à distance qu'offrent les technologies, la présence physique et la participation en personne à des événements a toujours sa pertinence et son importance. La direction et plusieurs membres de l'équipe se sont donc déplacés à plusieurs reprises pour participer à des événements, colloques ou congrès organisés par nos membres ou nos partenaires.

Le CDEACF a notamment pris part, en octobre 2012, au Congrès annuel de l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis (CAPLA) à Halifax, sur le thème « Reconnaissons l'apprentissage et les compétences : Fortifions la main-d'œuvre d'aujourd'hui pour évoluer vers des lendemains meilleurs », aux Instituts d'été et d'automne du Centre for Literacy of Quebec (CLQ) organisés respectivement à Montréal et à Saint John Nouveau-Brunswick, ainsi qu'au congrès du Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC). À l'invitation de la Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue du Conseil supérieur de l'Éducation, nous avons également participé à une journée de réflexion, le 22 novembre 2012 sur « les conditions et les voies d'accès permettant d'agir sur le rehaussement et le maintien des compétences des adultes ayant un niveau insuffisant de littératie ». Nous profitons de chacune de ces présences pour renforcer des liens existants, en tisser de nouveaux et faire la promotion de nos services.

Parfois notre participation a pris la forme d'ateliers ou de présentations comme celle d'Astou Niang en partenariat avec Katia Atif d'Action travail des femmes sur la reconnaissance des acquis des femmes immigrantes (au congrès de la Table des groupes de femmes de Montréal « S'engager à mieux intégrer ») ou encore avec l'atelier sur l'approche par compétences animé par Isabelle Coutant, en collaboration avec Donald Lurette au Forum sur les communautés apprenantes du RESDAC à Gatineau.

À d'autres moments, notre participation s'est traduite par l'organisation et la présentation de tables de documentation sur le sujet de l'événement tel que pour le Forum « Ensemble pour une communauté plus inclusive pour les personnes en situation de handicap et les personnes sourdes » organisé par le Y des femmes, DAWN-RAFH, l'Association du Québec pour l'intégration sociale (AQIS) et l'Institut québécois de la déficience intellectuelle (IQDI), pour le colloque « Coup de pouce pour la persévérance scolaire des adultes », organisé à Orford par le CEP de l'Estrie ou encore pour le congrès annuel de la TRÉAQ FP. Pour plusieurs de ces événements, des bibliographies sur mesure ont également été réalisées.

La fin d'un projet pose toujours le défi de réussir à poursuivre ce qu'il a permis de mettre en place ainsi que d'intégrer ses composantes dans les activités courantes et dans le budget régulier de l'organisme.

2009
2012

Québécoises branchées et Maîtriser les compétences essentielles

Débuté en 2009, le projet **Québécoises branchées** s'est terminé en mai 2012, après avoir formé en présence 457 travailleuses des groupes de femmes du Québec. Ce projet a permis d'offrir des formations en ligne sur les technologies Web de gestion de l'information et de diffusion, sur les médias sociaux et sur le gouvernement en ligne dans 14 régions du Québec. La fin du programme « Appui au passage à la société de l'information » du Gouvernement du Québec par lequel ce projet était financé et l'absence d'autres programmes similaires a résulté en une réduction importante du nombre de formations en personne données après mai 2012, malgré le constat que plusieurs besoins n'étaient pas encore comblés. Afin de poursuivre le développement des compétences des Québécoises à l'utilisation des outils du Web 2.0 - malgré l'absence de financement dédié - le CDÉACF a utilisé l'espace d'autoformation créé dans le cadre du projet et qui comptait 302 abonnées au 31 mars 2013. Nous avons continué d'animer l'espace et d'ajouter de nouvelles capsules vidéo de formation, en plus de maintenir les plus anciennes capsules en phase avec les fréquentes modifications apportées aux outils du Web 2.0.

L'an dernier, le projet sur les « **Compétences essentielles... pour apprendre, travailler et vivre** » avait mobilisé une partie importante de l'équipe de travail du CDÉACF. Près de 700 documents de toute nature ont été répertoriés, sélectionnés, acquis, indexés et catalogués par l'équipe avec la collaboration d'expert-e-s dans le domaine des neuf compétences essentielles. Plus de 60 segments vidéo d'entrevues réalisées avec des expert-e-s, des personnes apprenantes et des intervenant-e-s du milieu ont été mises en ligne et neuf parcours thématiques interactifs ont été réalisés.

Les derniers mois du projet, d'avril 2012 à la mi-juillet, ont été consacrés principalement à l'amélioration de l'espace Web et à sa promotion auprès des milieux. Un guide d'accompagnement s'adressant aux formatrices et aux formateurs œuvrant dans des centres d'alphabétisation, des organismes de formation, des centres d'emploi ou des entreprises s'est ajouté à l'espace en juillet 2012, peu avant la fin du projet. Le guide leur propose de se familiariser avec l'approche par compétences et de mettre en pratique leurs compétences en recherche documentaire en utilisant l'espace « Compétences essentielles ».



Dès son lancement, l'espace Web a connu un important succès et a suscité des témoignages d'appréciation ainsi que des félicitations des milieux qui l'ont utilisé. Cette appréciation et cette reconnaissance ont été officialisées le 26 juin 2012, alors que le CDÉACF s'est mérité le Prix de la BDAA en technologie innovatrice.

Selon le comité de sélection, formé de membres du Conseil d'administration de la BDAA : « Le CDÉACF s'est mérité le prix car le site a comblé une lacune en matière de ressources en français et ce en faisant de la technologie un outil efficace et accessible. Ce site va sans doute contribuer à élargir et à améliorer les occasions de formation de base en français tout en soutenant le développement de la littératie numérique. »



De gauche à droite, Bill Stirling, René St-Pierre, Roch Carrier, Isabelle Coutant et Geneviève Dorais-Beauregard, Montréal, juin 2012.

Une fois le projet officiellement clôturé, son financement épuisé, le contrat des chargé-e-s de projets terminé et le comité pancanadien d'encadrement dissous, l'intégration des outils créés, de leur diffusion de même que de leur mise à jour aux autres activités et services du CDÉACF représentait un défi important. Afin de s'assurer de bien le relever, un exercice de post mortem a été réalisé en septembre 2012, avec la collaboration de l'une des deux chargées de projet. La responsabilité de l'amélioration continue de l'espace Web, de sa diffusion et de son intégration à l'offre de services du CDÉACF a été inscrite aux tâches de l'un des deux nouveaux postes d'agent-e de développement et de liaison créé lors de la restructuration de l'organisation du travail. La mise à jour et la bonification de la base documentaire a été quant à elle confiée à l'équipe des services documentaires.

Un webinar présentant l'espace Web www.compétencesessentielles.ca, ses différentes composantes et ses usages, a été organisé en mars 2013. Cinquante-six (56) personnes de différents secteurs et de différentes provinces se sont inscrites à la séance. Trente (30) d'entre elles ont participé à la séance co-animée par les deux agent-e-s de liaison et de développement. Les commentaires reçus par la suite ont été très positifs.



Réseaux sociaux et autoformation

Comptes

Twitter NetFemmes	1263
Twitter EFA	495
Twitter ALPHA	584
Twitter COMPAS	349
Twitter offres d'emploi	60
Twitter Québécoises branchées	305
Facebook - CDEACF	518
Canaux Youtube (CE et Formation)	80
Espace Québécoises branchées	302

Nombre d'abonné-e-s

1263
495
584
349
60
305
518
80
302



Communication et promotion

Le choix de cet objectif stratégique (consolider notre présence) et l'adoption un an plus tard d'un plan de communication nous a mis devant une évidence que nous ne pouvions plus ignorer : si le CDÉACF était excellent pour diffuser et valoriser l'information et la documentation des milieux de l'alphabétisation, de l'éducation des adultes et de la condition des femmes, il était beaucoup moins proactif pour valoriser et promouvoir ses propres réalisations.

Pour consolider les acquis des dernières années en termes de présence et de déploiement, il était nécessaire que nos services et nos réalisations soient plus visibles dans nos propres outils de communication. Ainsi, la page d'accueil de notre site a été réorganisée et bonifiée par l'ajout d'un bloc sur nos services, une meilleure visibilité de nos réalisations importantes grâce à un bloc « en vedette » et l'apparition d'un bloc annonçant les prochaines présences du CDÉACF dans des événements extérieurs. Nous avons également ajouté à notre site une section présentant les publications du CDÉACF, car même si plusieurs étaient intégrées dans le catalogue, leur accessibilité et leur visibilité sur notre site était inexistante, fidèle à l'adage du « cordonnier mal chaussé! ».

Finalement, une plus grande promotion de nos réalisations et services sur notre page Facebook et les autres médias sociaux a également fait partie des mesures prises pour améliorer leur visibilité. De façon générale, notre présence proactive sur les plateformes du Web 2.0 a continué cette année à susciter de plus en plus d'adhésions et d'impacts. Alors que l'an dernier notre rapport annuel faisait état de 276 adeptes pour notre page Facebook, elle en compte désormais presque le double. En termes de portée totale des publications, c'est-à-dire le nombre de personnes rejointes sur notre page, par les rediffusions de nos adeptes ou via d'autres sites et applications, le maximum atteint a été de 2952 personnes. Cependant, Facebook ayant réduit en 2013 l'apparition des publications non payantes sur les murs de nouvelles - à seulement 25% des adeptes d'une page - il est plus difficile d'atteindre le même niveau de portée. La portée maximale atteinte depuis ces changements est donc de 1025 personnes. Du côté de Twitter, au 31 mars 2013, nos fils Twitter comptaient ensemble 3056 abonnements alors que l'an dernier nous en comptions 1132.



Partenariats

L'une des grandes forces du CDÉACF réside dans les liens qu'il a su tisser avec des partenaires des milieux qu'il dessert. Ces partenariats sont essentiels à notre travail et à l'obtention de résultats porteurs et durables.

Les premiers partenaires du Centre sont ses membres déposants qui contribuent financièrement et matériellement au développement de la collection. La liaison régulière entre eux et nos services documentaires nous assure d'une collection toujours en phase avec les besoins et les préoccupations des milieux. Le recrutement de deux nouveaux membres déposants cette année, le **Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)** et la **Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB)** constitue donc un élément important de notre bilan. Le premier nous permet de renforcer notre réseau au Québec et le second de consolider de façon affirmative notre déploiement canadien. Effectivement, bien que nous ayons réussi à percer l'ensemble des communautés francophones du Canada via notre offre de services, nous souhaitons depuis longtemps compter parmi nos membres déposants un groupe ou une organisation provenant de l'extérieur du Québec. Nous croyons que cela permettra d'ajouter une nouvelle couleur à nos collections en alphabétisation et en éducation des adultes, complétant ainsi l'apport continu du **Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)**. Parmi les projets en collaboration avec ce dernier, on compte cette année la fin de la transformation de la revue « Le Monde alphabétique », désormais totalement virtuelle, et la création d'une trousse sur la méthode REFLECT réservée aux membres du regroupement.

Membre déposant mais également membre fondateur toujours très impliqué dans la gouvernance de notre organisme, l'**Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)** est un partenaire important pour le CDÉACF. La création, en collaboration avec le groupe Percolab, d'une section - accessible de leur site et du nôtre - mettant en relief les publications de l'ICÉA et le fonds documentaire qu'il développe est une réalisation importante qui consolide encore davantage les liens entre nos deux organismes. Le CDÉACF a également participé à différentes étapes de préparation des 24 heures pour un Québec apprenant, dont le chantier de l'éducation populaire et la consultation en ligne.

Outre nos membres déposants, le **Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC)** constitue depuis de nombreuses années un partenaire important du CDÉACF. En plus de notre participation à leur forum annuel tel qu'abordé plus haut, ce partenariat a pris cette année différentes formes dont un soutien pour l'organisation de leur base documentaire interne et des démarches pour relancer la communauté de recherche CORAL. Malheureusement, bien que le nombre d'inscriptions à la plateforme LinkedIn de la communauté augmente régulièrement, son animation reste difficile. Un plan d'action avait été discuté avec notre partenaire au printemps 2012 mais pour différentes raisons, dont l'incertitude du financement de source fédérale de nos organisations, les actions principales du plan tardent à être mises en place.



Parmi les collaborations importantes de cette année, il faut mentionner celle avec le Centre for Literacy, centre d'expertise anglophone ayant plusieurs points en commun avec le CDÉACF, pour l'organisation d'un Institut d'été bilingue sur le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA). L'Institut qui aura lieu en juin 2013 est organisé également en partenariat avec le RESDAC et avec l'appui d'un comité directeur composé de chercheur-es américain-es et britannique-s et de représentant-es du CMEC.

Du côté du secteur de la condition des femmes, le CDÉACF a participé de façon active à différents comités de la Maison Parent-Roback, aux tables de discussion des États généraux sur le féminisme et aux rencontres du Groupe des 13. La grande implication dans ce secteur est la collaboration avec le Réseau québécois d'études féministes (RéQEF) pour la création d'un répertoire de chercheur-es en études féministes qui sera lancé en mai 2013. Plus de détails sur ce projet se retrouvent sous l'objectif 4.

Notre organisme a été approché, avec quelques autres organisations, pour l'adaptation en français d'un module sur l'infonuagique comme outil d'innovation sociale de la plateforme Innoweave de la Fondation McConnell. Le CDÉACF a finalement soumis une offre de service avec la coopérative Pilote numérique, et le travail devrait débuter en mai 2013.

En plus des nombreux partenariats directs, le CDÉACF tisse des liens à travers différents comités, associations ou tables dont il est membre.

Sur place et à distance, d'un océan à l'autre

Outre les activités et moyens particuliers abordés ci-haut, la consolidation de notre présence a également fait partie des préoccupations de l'équipe du CDÉACF dans son travail quotidien et dans la réalisation de l'offre régulière de services du Centre.

Des activités de rapprochement entre des groupes d'alphabétisation et des bibliothèques publiques ont été réalisées à Magog, à St-Hubert, à Outremont et à Maskinongé. Des projets de création ou de rafraîchissement de minibibliothèques ont été réalisés par des adultes apprenants de l'organisme Pluri-elles à Winnipeg (Saint-Boniface), de la Maison populaire d'Argenteuil, de l'organisme La Marée des Mots à Beauport et du Centre d'éducation des adultes Monseigneur-Côté de la Commission scolaire Bois-Francs à Victoriaville. Plusieurs des activités de lancement de ces minibibliothèques ont fait l'objet d'articles dans des médias locaux.

Près de 20% des envois de l'offre de trousse et de minibibliothèques est désormais destiné aux communautés francophones hors Québec, ce qui est un nombre significatif considérant le plus petit nombre d'organismes en ACE œuvrant dans les autres provinces. C'est beaucoup grâce aux services à distance, incluant les formations à distance, que nous avons pu cette année offrir nos services à l'ensemble du Québec et du Canada. Effectivement, l'important délai dans le financement du MELS nous a forcé à interrompre, dès le début de l'automne, les formations en présence offertes gratuitement aux groupes en alphabétisation du Québec. Également, ce délai a eu un impact sur la promotion de notre service de trousse et de minibibliothèques, diminuant quelque peu le nombre d'organismes et de groupes qui ont profité de ces services cette année.



Lancement de la minibibliothèque de Pluri-elles au Manitoba, mars 2013.

Le CDÉACF est notamment membre de

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

Coalition des organismes communautaires autonomes en formation (COCAF)

Comité de coordination d'ALADIN (géré par l'institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie)

Comité genre et développement de l'AQOCI

Comité du Thésaurus canadien d'alphabétisation

Groupe des 13 (coalition de groupes de femmes nationaux)

La Maison Parent-Roback (MPR)

Table des organismes nationaux en alphabétisation et compétences essentielles -National literacy and essential skills table (regroupe 7 organismes canadiens, anglophones et francophones)

Table Parole des États généraux sur le féminisme

2

Contribuer au développement des compétences informationnelles des membres du CDÉACF dans les trois champs

963

Formations sur place et à distance

Le support à l'utilisation de l'information et de la documentation est aussi important pour le CDÉACF que le support documentaire en tant que tel. Dans une ère où l'information est omniprésente, il est facile d'avoir rapidement l'impression que le flot est trop grand. Le CDÉACF offre, depuis les années 80, des formations de même qu'un soutien et un accompagnement aux groupes qui œuvrent dans ces trois champs, afin de leur permettre de développer leurs compétences informationnelles et technologiques.

Le CDÉACF a formé cette année 642 personnes au total, en présence ou en formation à distance synchrone (en direct), incluant les personnes formées dans le cadre du projet Québécoises branchées, le webinaire sur l'espace Compétences essentielles et les formations offertes en collaboration avec d'autres groupes tel le REFAD. Considérant la suspension, à compter du mois d'octobre 2012, de notre service de formations gratuites pour les groupes d'alphabétisation - causée par le retard dans l'octroi du financement qui les rendait possible - nous voyons dans la forte augmentation du nombre de personnes formées, un indicateur important de la qualité et de la pertinence de nos formations. Si on ajoute à ces personnes formées en direct celles qui sont inscrites à nos espaces d'autoformation, le nombre total atteint près de 1000 personnes.

Les canaux Youtube du CDÉACF et leurs capsules vidéo sont des outils d'autoformation qui s'ajoutent à l'espace quebecoisesbranchees.cdeacf.ca. Les données du tableau suivant illustrent bien la popularité de nos capsules. Les chiffres incluent les visionnements à partir des liens de l'espace Québécoises branchées et de notre site Internet.

Nombre de personnes formées en 2012-2013

Formations en présence	490
Formations synchrones (en direct) à distance	152
Abonné-e-s aux espaces d'autoformation par vidéocapture*	321
Total des personnes formées	963

*Canal Youtube formation et Espace Québécoises branchées

43433

Nombre de visionnements Youtube en 2012-2013

Visionnement chaîne Youtube compétences essentielles	23 080
Visionnement chaîne Youtube formation	20 353



En plus des formations sur le Web 2.0 toujours très en demande (Facebook, Twitter, Skype, Google Docs, Doodle, logiciels libres de formation en ligne, etc.) et sur la conception de site Web, le CDÉACF a offert cette année des formations sur la gestion documentaire, la recherche et la gestion de l'information, la diffusion numérique, les sites Web et les logiciels éducatifs, l'autonomie informatique et les outils de formation à distance.

Toujours en lien avec notre offre de formation, un travail de mise à jour et de revalorisation de la section formation du site du CDÉACF a été effectué cette année par l'équipe des services aux communautés. En plus des améliorations au niveau du design et de la mise à jour des contenus, on a facilité l'accès aux outils d'autoformation et intégré un formulaire de demande de formation en ligne.

Dans une enquête de satisfaction effectuée auprès de nos membres et usagers en janvier 2012, 80% des personnes interrogées se sont dites très satisfaites ou satisfaites de la pertinence des formations et aucune ne s'est dite insatisfaite.

Rendre accessible et contextuelle l'offre de documentation et d'information

Les spécialistes de la bibliothéconomie et de la documentation sont des médiateurs, des vulgarisateurs, des filtres humains entre la mer d'informations et de documents existants et les gens qui en ont besoin.

L'étape qu'on appelle le traitement, permet de contextualiser l'offre documentaire et informationnelle. Le traitement permet aussi le repérage par la recherche informatisée. C'est donc grâce au travail de catalogage que les usagères et usagers de nos services ont accès rapidement et facilement à l'information et à la documentation dont ils ont besoin. C'est également par ce travail qu'ils sont assurés que les informations qui accompagnent chacun des titres de notre catalogue sont exactes et vérifiées.

Traitement documentaire

Notices ajoutées au catalogue	867
Notices corrigées	583
Notices supprimées du catalogue	1285

Petite histoire des formations au CDÉACF

1995
1998
1999
2001

La formation à la recherche documentaire fait partie de la mission de la plupart des milieux documentaires. Dès les années 80, le CDÉACF offre des formations sur ce thème de même que sur la gestion de l'information et l'organisation des savoirs. Lorsque les technologies de l'information ont commencé à s'inviter dans le monde du travail, il est apparu rapidement évident pour le CDÉACF que les groupes de femmes et les groupes populaires devaient les investir et apprendre à les utiliser. Ainsi, en 1995, le CDÉACF a offert une première série de formations sur l'utilisation des nouvelles technologies pour des groupes de femmes nationaux membres du G13. Le service s'est ensuite étendu à l'ensemble des travailleuses des groupes de femmes du Québec, femmes qui ont alors appris les rudiments de la navigation et du courrier électronique ainsi que l'animation de listes de discussion, dans le cadre du projet Internet au féminin. Parallèlement, une formation en 2 niveaux a également été mise sur pied pour les groupes populaires et communautaires via le programme Volnet. Ces formations ont été développées en collaboration avec les intervenantes et intervenants des milieux spécifiques. Entre 1998 et 2001, plus d'une centaine de formations ont été données à plus de 1000 personnes provenant de plus de 800 organismes de toutes les régions du Québec. Le CDÉACF a en outre mis sur pied un laboratoire de formations informatique. L'offre de formation du CDÉACF incluait déjà en 1999 des formations à distance sur différents outils des technologies de la communication, comme à l'époque le populaire ICQ.

Affiche Dewey simplifiée

L'an dernier, nous avons réimprimé l'affiche « Dans ma biblio il y a tout ce qu'il me faut », destinée aux organismes et bibliothèques, dans une optique d'éducation des adultes. Cette affiche portant sur le système de classification Dewey, utilisé dans les bibliothèques publiques du Québec a d'abord été créée dans le cadre du projet Alpha-Biblio comme un outil de rapprochement des organismes d'alphabétisation et des bibliothèques. Il s'avère également être un excellent outil pour développer les compétences en recherche documentaire.

En tout, 1152 affiches Dewey ont été distribuées en 2012-2013 à des organisations de partout au Québec mais également en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario.

3

Apporter un soutien documentaire et informationnel, proactif, en restant à l'affût des nouveaux outils et pratiques technologiques

Le soutien documentaire du CDÉACF passe notamment par ses services de prêt, de référence et de consultation, dont le volet « à distance » est le plus prisé. Le soutien informationnel se fait par la mise à jour quotidienne de notre site Internet et de nos fils d'actualités, par la diffusion mensuelle de nos quatre bulletins de veille, de même que par la mise en ligne de dossiers thématiques.

Services d'accueil et de référence

Le CDÉACF accueille le public cinq jours par semaine à raison de six heures par jour les lundi, mardi, jeudi et vendredi, et pendant quatre heures le mercredi (le Centre est fermé les mercredis matin pour les réunions d'équipe, de services et de comités). Le centre est ouvert 50 semaines sur 52 - l'accueil est fermé pendant deux semaines durant la période estivale - pour un total de 1400 heures par année.

Accueil	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Fréquentation	1199	948	1098
CAPI	545	480	533

Dans le vocabulaire des milieux documentaires, la référence inclut l'initiation et l'aide à la recherche, la consultation et des références documentaires, la recherche dans les bases de données internes et externes et la réalisation de bibliographies thématiques. Par son service de référence, l'équipe du CDÉACF aide les intervenantes et intervenants des milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation et des compétences essentielles et du mouvement des femmes à trouver les documents ou les informations qui répondent précisément à leurs besoins. En plus de leur assurer une réponse adéquate à ces besoins, le service de référence leur permet de gagner beaucoup de temps en confiant leurs recherches à des spécialistes du domaine.

L'agente d'accueil et de référence répond au plus grand nombre de ces demandes, mais les agent-e-s de développement et la responsable des services documentaires sont aussi appelé-e-s à offrir ce service, selon la nature de la demande. Cette année, l'équipe a offert en moyenne 106 heures de référence par mois.

Service de référence	2011-2012	2012-2013
Agente d'accueil et de référence	521 heures	670 heures
Autres membres de l'équipe	700 heures	607 heures
Total :	1142 heures	1277 heures

La demande pour des bibliographies personnalisées a connu une augmentation particulière cette année passant de 5 en 2011-2012 à 29 en 2012-2013.

Près de 80% des personnes sondées lors d'une enquête de satisfaction en janvier 2013 affirment vivre une expérience positive à chaque utilisation du centre de documentation.

Dans l'enquête de satisfaction réalisée auprès de nos membres et usagers, 72% des répondants ont dit avoir recours au moins « à l'occasion » aux services de référence.

Évolution du fonds documentaire du CDÉACF

En 1984, à sa première année d'ouverture, le Fonds documentaire du CDÉACF comptait 9000 unités documentaires, 321 journaux et périodiques, 2910 dossiers (en filière).

En 2013, le fonds documentaire du CDÉACF est désormais composé de plus de 24 000 unités documentaires physiques et 6500 documents numériques pour un total de plus de 30 000 unités.

Acquisition et élagage : Développer la collection et maintenir sa pertinence

Le développement de la collection du CDÉACF se fait en grande partie par les acquisitions choisies par nos membres déposants sur recommandation de la responsable des services documentaires. Aux fonds de nos membres déposants s'ajoutent des documents complémentaires acquis par le CDÉACF, soit des documents pédagogiques et des documents relatifs à l'employabilité et la formation en milieu de travail, ainsi que des documents liés à l'action citoyenne et l'éducation populaire. Finalement, des dons provenant de différentes sources s'ajoutent aux documents acquis.

Acquisitions documentaires

Documents numériques	431
Documents physiques	340
Exemplaires de périodiques	111
Total :	882

Si les circonstances financières particulières n'ont pas permis au Centre d'atteindre son objectif annuel de 1000 acquisitions, de nombreux dons ont été reçus cette année et sont actuellement en cours de traitement. Le RESDAC avait l'an dernier pris la décision de fermer son centre de documentation et nous a fait don de sa collection de 1550 documents. Le tri effectué cette année a résulté en une sélection de 190 documents qui sont actuellement en traitement, 80% du don initial constituant en fait des doublons de documents que nous avons déjà. Deux centres de documentation d'instance gouvernementale ou parapublique ont fermé leur porte cette année et nous ont confié une partie de leur collection. L'organisme Droit et Démocratie nous a fait don d'une partie de sa collection, principalement des titres portant sur les droits des femmes. Suite à un premier tri basé sur le dédoublement de titres déjà sur nos rayons, 320 documents ont été retenus. La sélection finale, cette fois selon des critères de pertinence et d'intérêt pour notre clientèle, est actuellement en cours. Finalement, comme d'autres ministères fédéraux, Ressources humaines et Développement des Compétences Canada a fermé son centre de documentation. La collection en lien avec l'alphabétisation et les compétences essentielles a été remise au CDÉACF et au Centre for Literacy, selon la langue. Après l'élimination des doublons, ce sont 442 documents qui font actuellement l'objet d'une sélection finale. Finalement, le chercheur et auteur Serge Wagner, incontournable figure dans le champ de l'éducation des adultes a gracieusement fait don de sa collection personnelle au CDÉACF.

Pour rester en phase avec les préoccupations et les besoins du milieu, il est essentiel de réaliser l'élagage des titres qui ne sont plus pertinents. L'équipe des services documentaires a profité du ralentissement temporaire des acquisitions pour effectuer davantage d'élagage. Cette année, nous avons élagué 1285 documents. Nous avons fait l'évaluation exhaustive de deux sections de notre collection: les périodiques et les documents en informatique. Nous avons ainsi élagué 415 périodiques, 367 documents électroniques et 452 monographies ainsi que remplacé une centaine de périodiques imprimés par leur version électronique.



Saviez-vous que ?

L'informatisation du catalogue du CDÉACF a été réalisée de 1988 à 1990. Avant cette date, la recherche se faisait par un système de fiches cartonnées.

De nous à vous, des services documentaires de plus en plus à distance

Que ce soit par le prêt à distance (7 documents et moins), le service de trousse pédagogique et thématiques ou par le téléchargement de documents numériques, le prêt et la consultation de documents se font de plus en plus à distance. La popularité de nos services à distance indique au CDÉACF qu'il réussit à réaliser sa mission première de rendre accessible la documentation. Par ces services, les groupes des régions plus éloignées du Québec et les communautés francophones du Canada ont le même accès à la documentation dont ils ont besoin que les organisations de Montréal.

Service à distance

PAD (7 documents et moins) et PEB	318 documents
Minibibliothèques pour adultes apprenants	12 320¹ (88 prêts de boîtes)
Trousses thématiques	19 080² (159 prêts de trousse)
Total des prêts à distance	31 718 prêts de documents

¹ Nombre de prêts de boîtes x 20 documents x 7 personnes par organisme en moyenne
² Nombre de prêts de trousse x 30 documents x 4 personnes par organisation en moyenne

Deux des services les plus prisés de notre clientèle sont les trousse documentaires et les minibibliothèques pour adultes apprenants. Cette année, l'offre de service des trousse et des minibibliothèques a été postée à 496 organisations, incluant des commissions scolaires et des groupes d'alphabétisation populaire.

Trois nouvelles trousse documentaires ont fait partie de l'offre de service cette année soit la trousse nouveauté 2011-2012, une trousse sur l'insertion socioprofessionnelle (ISP) dont le contenu a été validé par une conseillère pédagogique spécialiste de l'intégration socio-professionnelle, et une trousse sur la méthode Reflect, destinée aux membres du RGPAQ. La trousse informatique a été quant à elle mise à jour afin d'en retirer les documents désuets et d'en ajouter de nouveaux plus adaptés à l'évolution des logiciels et des technologies informatiques. Au total, 40 trousse physiques étaient disponibles pour le prêt pour l'année 2012-2013. Malgré le ralentissement des activités dû aux délais dans l'entrée de certaines subventions (voir objectif 7 pour détails), des trousse ont été prêtées pour un total de 185 périodes de prêt couvertes et 127 minibibliothèques ont été prêtées à 107 organismes dont 12 hors Québec.

Saviez-vous que ?

Les minibibliothèques s'appelaient à leur début « valises à lire » et ont été créées en 1993, en collaboration avec le RGPAQ. Le service des trousse documentaires a débuté quant à lui en 1994.



Selon l'enquête de satisfaction réalisée en 2013, la bibliothèque virtuelle est le service utilisé par la plus forte proportion de répondants, soit 54% d'entre eux.

Bibliothèque virtuelle

La popularité de notre bibliothèque virtuelle ne cesse de croître d'année en année et nos statistiques de téléchargements ont pratiquement doublé depuis l'an dernier.

Bibliothèque virtuelle	Nombre de téléchargements
Documents de la BV hébergés sur nos serveurs	819 085
Documents de la BV hébergés à l'extérieur	697 739 *
Total	1 516 824

* Les documents hébergés composent 54% de la bibliothèque virtuelle; nous présumons une fréquentation similaire pour les documents liés (documents plein texte hébergés ailleurs et pour lesquels le catalogue offre un lien). En ajoutant cette fréquentation présumée, on obtient la fréquentation totale estimée.

Les trousse virtuelles, équivalent numérique des trousse documentaires ont connu elles aussi, de façon générale, une augmentation significative de consultation.

Consultation des trousse virtuelles en alphabétisation et formation de base

	2011-2012	2012-2013
Alimentation	464	815
Alphabétisation familiale	719	395
Alphabétisation fonctionnelle	313	1206
Alpha-francisation	725	3674
Budget et consommation	347	826
Français	1435	2396
Mathématiques	923	1082
Monde du travail	1142	569
Santé et mieux-être	317	327
Test de développement général	1560	1908
Total	7945	15135

Consultations des trousse virtuelles en condition des femmes

Hypersexualisation des jeunes filles	1380
Violence faite aux femmes	557
Total des consultations	1937

Il ne faut cependant pas voir dans cette tendance la disparition de la documentation physique dans un avenir rapproché. Effectivement, curieux de connaître le point de vue de nos usagères et usagers, nous leur avons demandé, dans le cadre de notre enquête de satisfaction réalisée en janvier 2013, quelle était pour eux l'importance d'avoir accès à un document physique ou imprimé. Seulement 9% des personnes répondantes ont affirmé que ce n'était jamais important. Pour 52% d'entre elles, il est même souvent ou toujours important d'avoir accès à une version imprimée.

En incluant la consultation des documents de notre bibliothèque virtuelle, le total de prêts et de consultations atteint en 2012-2013, 1 519 127, soit 2 fois plus que l'an dernier.

Prêts et consultations

Prêts et consultations de documents physiques	2 303
Téléchargements de documents de la bibliothèque virtuelle	1 516 824
Total des prêts et consultations de documents	1 519 127

Le développement équilibré des différents champs du CDÉACF est une préoccupation qui a été soulevée par nos membres lors de la construction de notre planification stratégique en 2010. L'un des principaux risques qui pèse sur cet équilibre relève de l'obtention ou non de subventions permettant le développement spécifique de nos trois champs tributaire des priorités de financement des bailleurs de fonds.

Secteurs plus à risque

La condition des femmes est sans doute le champ - depuis quelques années - dans lequel il est plus difficile de trouver du financement. Le projet Québécoises branchées a permis au CDÉACF de développer son action et ses liens avec les groupes de femmes. Parmi les pistes explorées afin de poursuivre le développement de ce champ, le CDÉACF a tenté avec différents groupes partenaires, de mettre sur pied un projet pour le Programme de promotion de la femme de Condition Féminine Canada. Cependant, les exigences du programme et les besoins du projet exploré, ainsi que des groupes qui le présentaient, se sont avérés difficiles à concilier. Le tout a été mis sur la glace pour une période indéfinie.

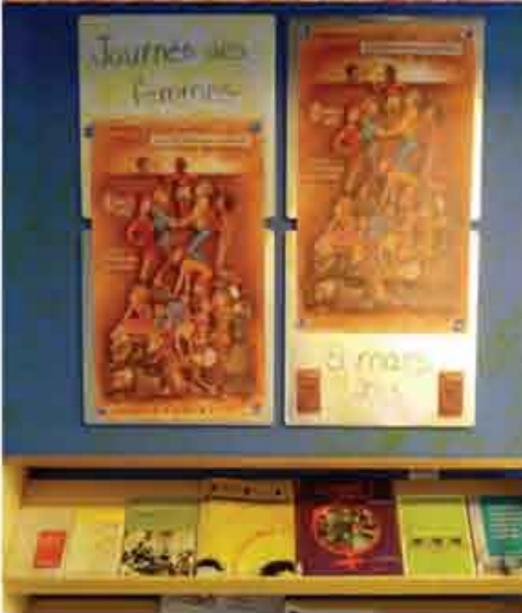
Le développement de deux volets du travail du CDÉACF en condition des femmes est heureusement mieux assuré. Il s'agit des formations aux travailleuses des groupes de femmes, financées en partie par le programme PACTE du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le développement des collections qui peut compter sur l'apport de cinq membres déposants (Relais-Femmes, RNR, FQPN, RAFH/DAWN Canada et le CIAFT).

La promotion de l'éducation populaire et de l'action communautaire dans chacun de ces champs est une préoccupation portée par plusieurs de nos membres qui se reflète chaque année dans le plan d'action du CDÉACF. Ne constituant pas des champs d'action du CDÉACF à proprement parler, leur intégration dans notre développement doit faire l'objet d'une attention toujours renouvelée. Du côté de la collection, la présence de l'éducation populaire est principalement assurée par les acquisitions du RGPAQ et de Relais-Femmes. La collection développée par ce dernier groupe comporte également plusieurs titres en action communautaire.

Un représentant du CDÉACF a participé à l'Université populaire d'été sur le thème "Transformation sociale ou réparation sociale ? Le rôle de l'éducation populaire et du politique dans les organismes d'action communautaire autonome". Deux autres membres de l'équipe du CDÉACF ont participé au chantier de l'éducation populaire, dans le cadre des consultations de l'ICÉA en préparation des 24 heures pour un Québec apprenant. Une bibliographie sur les bonnes pratiques et les outils de formation en éducation populaire au Québec a également été élaborée pour alimenter la réflexion de ce chantier.

4

Assurer le développement équilibré de tous les champs d'intervention du CDÉACF : alphabétisation, éducation et formation des adultes et condition des femmes



Soutien informationnel proactif

Chaque jour, notre agente de veille et de diffusion analyse, avec l'aide d'outils technologiques, plus de 660 fils RSS et 2500 comptes Twitter, à la recherche d'actualités pertinentes répondant aux besoins informationnels des milieux que l'on dessert. Cette année, 2800 actualités ont été publiées dans les espaces thématiques de notre site Internet et sur nos fils Twitter. Chaque mois, une sélection parmi les actualités diffusées est faite par les agent-e-s de développement et de liaison et un résumé de chacune de ces nouvelles est rédigé pour leur diffusion dans nos bulletins de veille. Notre bulletin en condition des femmes comptait 1903 abonnées au 31 mars 2013, Horizon Alpha en comptait 735, notre bulletin ÉFA avait 568 abonné-e-s et notre bulletin Compas sur le monde de la recherche en comptait 497. Chaque bulletin, à l'exception de Horizon Alpha dont la publication a été suspendue plusieurs mois pour des raisons liées à nos subventions, a été publié à 9 reprises.

Dossiers thématiques

Les dossiers thématiques rassemblent des ressources documentaires, des actualités et des liens Internet sur un sujet spécifique ou un enjeu d'actualité qui préoccupe les groupes. Ils permettent de mettre en contexte la documentation et l'information.

Dossiers thématiques

Condition des femmes

La santé des femmes, un enjeu de société	300
Hypersexualisation des jeunes filles	16 414
Femmes au pouvoir, femmes militantes (mis en ligne en octobre 2012)	2 551
12 jours d'action violence faite aux femmes	464
Revue de presse - Semaine de sensibilisation aux maladies mentales 2012	305
Revue de presse - Première Journée internationale des filles	790
Journée internationale des femmes 2013	1 039

Éducation et formation des adultes

L'apprentissage au travail	1 013
Revue de presse - Journée mondiale des enseignant-e-s 2012	295
La formation des adultes à distance de façon interactive... maintenant accessible! (mis en ligne en novembre 2012)	2 125
Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) (mis en ligne en mars 2013)	614

Alphabétisation

Alphabétisation et technologies de l'information et des communications (TIC) dans le milieu communautaire	1 654
---	-------

Le monde de la recherche

La recherche est indispensable au développement des champs de l'éducation et formation des adultes, de l'alphabétisation et de la condition des femmes. Les chercheur-e-s constituent une part significative de nos usagères et usagers.

Développée d'abord en lien avec l'éducation des adultes, la section de notre site Internet dédiée au monde de la recherche présente comme principal outil un répertoire de chercheur-e-s et de projets de recherche en alphabétisation et éducation des adultes, COMPAS. Des nouveautés documentaires et des actualités propres au champ de la recherche sont également mises de l'avant dans cette section et sur la page principale du site. Cette année, sept nouveaux chercheurs et 33 nouvelles recherches ont été ajoutés au répertoire COMPAS.

Le CDÉACF cherche depuis longtemps à créer pour la recherche en études féministes un répertoire équivalent à COMPAS. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous avons collaboré avec le Réseau québécois en études féministes (RéQEF) pour la réalisation d'un projet de base de données en recherches et études féministes. Le répertoire qui sera lancé en mai 2013 compte plus de 255 chercheuses réparties dans 12 universités québécoises.

L'amélioration de la visibilité et de l'accessibilité de la section du site Le monde de la recherche a fait partie des modifications apportées à notre page d'accueil cette année. La porte d'entrée de la section se situe désormais au même niveau que l'entrée vers nos thématiques. Finalement, toujours en lien avec la recherche, des actualités mensuelles récurrentes qui répertorient les appels à contribution en éducation des adultes de même qu'en condition des femmes, au niveau national et international ont été mises en place cette année.

Réseaux et comités

Le CDÉACF fait partie des dix organisations qui siègent sur le comité aviseur d'ALADIN, un réseau international sur la documentation et l'information en éducation des adultes géré par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie.

Le comité aviseur s'est réuni à l'Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), le 25 mai 2012. La réunion s'inscrivait dans les événements entourant le 60^e anniversaire de la présence de l'UNESCO à Hambourg. La réunion s'est ouverte sur une présentation par le CDÉACF portant sur l'usage des médias sociaux. Les sujets abordés ensuite incluent l'idée de créer un dépôt en ligne pour le matériel de formation d'adultes, des occasions de perfectionnement disponibles aux membres d'ALADIN et différentes initiatives nationales et régionales. Le principal extrant de la réunion a été l'adoption d'un plan de travail révisé pour ALADIN en 2012-2013.

Le CDÉACF siège également sur le comité de coordination du Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Cette participation permet d'une part d'avoir un suivi actualisé des enjeux de la condition des femmes au niveau international, d'autre part un enrichissement de notre collection par le dépôt de plusieurs documents sur ces enjeux et finalement la réalisation d'événements et d'activités en partenariat. Le CDÉACF a participé à l'organisation de la conférence « L'autonomie économique des femmes : enjeux, défis, perspectives » dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale du 7 au 17 novembre 2012. Une bibliographie sélective sur l'autonomie économique des femmes a été réalisée pour accompagner les discussions.



Sara Longwe de FEMNET et
Sharon Hackett du CDÉACF

Le CDÉACF et l'international

Si les collections du CDÉACF rassemblent depuis le début une documentation fortement internationale, on connaît moins son implication dans des événements et des réseaux.

Le CDÉACF a participé à la création du réseau ALADIN de l'UNESCO et à son comité consultatif qui se réunit – souvent en marge de rencontres de l'UNESCO – à des lieux aussi diversifiés que Bangkok, Oslo, Antagonish et Hambourg.

Depuis l'époque du Réseau des femmes ayant le français en partage, le CDÉACF s'implique dans le partage d'information entre groupes de femmes. Internet amène de nouveaux rôles : le CDÉACF a notamment fourni l'infrastructure technologique pour la Marche mondiale des femmes. En même temps, le Centre participait aux préparations à la conférence et au suivi de Beijing +5.

Grâce à son implication dans les TIC communautaires, le CDÉACF s'est mobilisé lors du Sommet mondial sur la société de l'information, participant à des rencontres préparatoires à Bordeaux et à Hammamet et aux deux volets du Sommet à Genève et à Tunis.

Les réseaux thématiques du CDÉACF lui ont valu des invitations à présenter ses pratiques innovantes à Buenos Aires, Kampala, Kuala Lumpur et Lyon. Enfin, les collaborations et le partage d'expertise motivent les visites fréquentes de collègues belges, nigériens, sénégalais, japonais et togolais, entre autres.

L'international dans nos services, collections et activités

Suivant la tendance de l'année précédente, les actualités et les publications internationales mises en ligne ont augmenté encore cette année. De plus, elles ont souvent été reprises dans le bulletin d'information du CQFD de l'AQOCI et sur le réseau de l'Association pour les droits de la femme et le développement AWID.

Dans le cadre de la Journée internationale des femmes 2013, un dossier spécial ludique sur les différentes campagnes au niveau local, national et international a été créé (1039 consultations). Ce dossier a été retweeté comme référence par plusieurs instances officielles : Secrétariat à la condition féminine du Québec, la ministre de l'immigration et des communautés culturelles ainsi que le Conseil du Statut de la femme, sans compter le mouvement des femmes au Québec et le réseau des femmes à l'international par le biais du Comité québécois femmes et développement.

Une actualité récurrente mensuelle qui répertorie les appels à contribution en éducation et condition des femmes au niveau national et international a également été créée et la responsable des dossiers femmes et des services aux communautés a donné une formation sur le Web 2.0 à des stagiaires sénégalaises dans le cadre du programme Québec sans frontière.

Du côté de la collection, la documentation portant sur les différents protocoles internationaux en lien avec l'un de nos champs d'action fait partie des acquisitions régulières. Le don de documents reçus cette année de l'organisme Droits et Démocratie suite à sa fermeture viendra grossir considérablement la part de notre collection consacrée aux enjeux internationaux.

PEICA

Le CDÉACF diffuse depuis août 2012, les actualités et informations en lien avec le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), dont les résultats seront connus en octobre 2013. Nous nous impliquons également à titre de partenaire, dans l'organisation d'un institut d'été portant sur le PEICA, organisé par le Centre for Literacy en collaboration également avec le RESDAC. La directrice générale du CDÉACF siège sur le comité directeur de l'événement aux côtés de chercheur-e-s des États-Unis et de la Grande-Bretagne. L'Institut d'été aura lieu en juin 2013.

Un dossier spécial visant une meilleure compréhension et appropriation des enjeux entourant ce programme a été conçu et mis en ligne en mars 2013. Moins d'un mois après sa mise en ligne, on comptait déjà 615 consultations. Une infographie mettant en contexte le PEICA avec les études précédentes et synthétisant les enjeux clés est également en cours de réalisation.



Le monde de la recherche

5

Accentuer notre rôle de médiateur pour l'information et la documentation internationales

Accroître l'expertise et la synergie entre champs et fonctions et développer la polyvalence

Cet objectif se réalise à l'intérieur de trois moyens : l'amélioration de la structure et des processus de travail; l'implantation du volet interne du plan de communication 2011-2014 et finalement le perfectionnement et le transfert des connaissances. Les deux derniers volets ont malheureusement souffert des délais dans l'octroi de certaines de nos subventions puisque l'agente de communication qui devait mettre en place les outils internes n'a pu être embauchée et que les activités de perfectionnement ont été en grande partie suspendues. Cependant, la démarche de révision de notre structure et de nos processus qui avait débuté en 2011 a été mise en œuvre cette année et a constitué un grand pan de nos activités internes.

Mise en place et adaptation

Une utilisation optimale des compétences de chaque membre de l'équipe par un meilleur jumelage entre les postes et les personnes, faisait partie des préoccupations de l'équipe soulevées lors du diagnostic organisationnel de 2011. Afin de s'assurer d'y répondre, un processus de sélection rigoureux a été mis en place pour la dotation des nouveaux postes. Chacun de ces postes a été affiché à l'interne avec une priorité aux gens dont les postes étaient abolis par le processus de restructuration. Des entrevues ont été faites à l'aide d'une grille de sélection élaborée par la consultante externe et en la présence d'un comité formé de la direction, d'une consultante en ressources humaines et d'une personne ayant une expertise en lien avec le poste.

Une période d'appropriation des nouvelles descriptions de deux mois a été octroyée à l'équipe avant d'enclencher le processus de sélection. Une fois la réorganisation de l'équipe terminée, quatre mois ont été alloués à la transition et au partage d'expertise entre les personnes qui portaient désormais des tâches auparavant effectuées par d'autres membres de l'équipe et vice-versa.

De façon générale, la transition s'est bien déroulée, mais l'ampleur des changements fait en sorte que le transfert de certaines connaissances et expertises se poursuivra encore pour une certaine période de temps.

Améliorations des processus et façons de travailler

Outre le changement majeur d'organigramme, d'autres modifications ont également été faites pour améliorer la synergie, la polyvalence et développer l'expertise. Ainsi, une période plus longue est désormais réservée aux réunions d'équipe et l'accueil du Centre est désormais fermé le mercredi matin pour la tenue de ces réunions ou de comités de travail.

Un nouveau calendrier de travail partagé utilisant la plateforme SOGO a été mis en place, permettant dorénavant à l'équipe d'avoir accès à l'ensemble des déplacements et des rencontres internes à partir de leur propre interface courriel ou à distance via le Web. Nous utilisons également ce système pour ajouter des points dont nous voulons discuter lors des rencontres d'équipe, de même que pour gérer les emprunts du matériel partagé.

Nouvelle structure, nouvel organigramme



La synergie entre les membres d'une équipe se reflète beaucoup dans leur capacité à travailler en équipe et l'absence de silos de travail. La synergie entre les champs du CDÉACF implique un partage d'informations entre les différents porteurs de dossiers et des projets réalisés en collaboration par plusieurs membres de l'équipe. C'est en grande partie ce qui était à la base de la nouvelle structure de travail qui a été élaborée par la direction générale et le CA, en collaboration avec une consultante externe.

Ainsi, les groupes de travail qui s'appelaient auparavant des secteurs ont été réorganisés et le nombre de responsables de secteur est passé de 6 à 2, créant ainsi deux services de 4 à 6 personnes plutôt que de petites équipes de 2 ou 3. Ces deux nouveaux postes de coordination incluent également des responsabilités qui étaient auparavant dévolues à la directrice adjointe, dont le poste a été aboli. L'ensemble des postes a été analysé en profondeur et révisé selon la nouvelle structure. Si certains postes ont connu peu de changements, d'autres ont dû être abolis et recréés sous une nouvelle appellation, tant les tâches et fonctions étaient différentes.

Les nouvelles descriptions de postes ont été élaborées de façon à ce que le travail de chaque employé-e s'inscrive dans des réalisations du CDÉACF et dans une collaboration les uns avec les autres. Les activités et connaissances particulières en lien avec un champ (condition des femmes, alphabétisation, éducation et formation des adultes) ou un projet, ont été regroupées sous forme de dossiers, portés par une ou un membre de l'équipe plutôt que de constituer un poste en soi. Cette différence d'apparence subtile permet d'avoir au sein de l'équipe des personnes qui partagent un profil similaire, avec des compétences polyvalentes, pouvant s'adapter à de nouveaux dossiers ou projets selon la disponibilité de financement ou les planifications stratégiques.

7

Assurer une gestion efficace et responsable

Les enjeux liés à la gestion ont été particulièrement présents dans la réalité du CDÉACF cette année. D'une part la réorganisation des postes et de la structure de travail planifiée l'année dernière a été mise en place en septembre, transformant entièrement l'organigramme et plusieurs façons de faire et procédures. D'autre part, la gestion financière a été profondément complexifiée par des délais importants dans le traitement de nos demandes de financement adressées au MELS, incluant la part récurrente de notre financement. Les mesures mises en place pour maintenir une gestion responsable malgré la situation ont eu un impact inévitable sur la gestion des ressources humaines et sur l'offre de services du Centre. D'autre part, les préoccupations concernant l'avenir du financement fédéral en alphabétisation et développement des compétences sont devenues de plus en plus présentes et sérieuses.

Sur une note plus positive, la vie associative de l'organisme a connu des développements positifs, notamment par la remise en action de comités de travail et consultatifs et l'ajout de deux membres déposants aux six membres déjà présents.

La vie associative

À la base de la vie associative de tout organisme, il y a les membres. Au CDÉACF, ceux-ci proviennent principalement des milieux de l'alphabétisation, de l'éducation des adultes (incluant la formation en milieu de travail) et du mouvement des femmes. Un certain nombre de membres des secteurs précédents s'identifient également comme oeuvrant en action communautaire, mais pour les fins du diagramme qui suit, le secteur action communautaire comprend uniquement les groupes dont c'est la seule catégorie.

L'implication des membres peut se faire de différentes façons. Huit groupes membres investissent directement dans le développement du fonds documentaire du CDÉACF; il s'agit des membres déposants. Deux membres structurants sont devenus cette année des membres déposants, soit le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail et la Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick. Ces groupes consacrent à l'achat de documents un budget annuel qui varie de 500\$ à 3500\$ selon l'organisme.

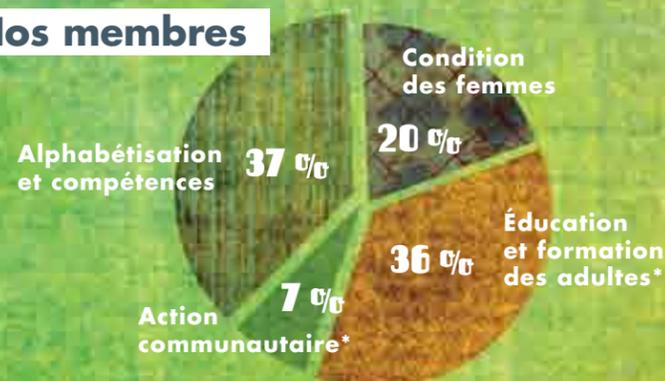
Deux de ces membres déposants siègent sur le conseil d'administration, tout comme deux membres structurants et au moins un membre sympathisant. Les comités thématiques (Alpha-ÉFA et Condition des femmes) sont également un lieu d'implication pour les membres. En 2013, après quelques années d'inactivité, le CDÉACF a remis en branle ces comités qui permettent à l'équipe d'avoir de la rétroaction sur ses services et activités mais surtout de prendre connaissance des enjeux et des préoccupations des milieux, ainsi que de leurs besoins en matière d'information et de documentation. Le comité Alpha-ÉFA s'est rencontré à 3 reprises cette année mais le comité Condition des femmes n'a pas encore réussi à le faire. Cependant, cela devrait être possible à l'automne.

La gouvernance

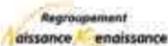
Le CDÉACF désire chaque année maintenir un équilibre dans la représentation au CA de ses différents champs d'action, en plus de s'assurer de la présence du territoire que l'on dessert. Depuis l'an dernier, notre CA peut compter sur la participation d'un membre du Nouveau-Brunswick et d'une autre du Manitoba. Le maintien d'une représentation du Québec qui ne soit pas concentrée à Montréal est également une préoccupation qui doit être portée par le CA. Si cette représentation peut être assurée par les regroupements nationaux, la présence de groupes locaux apporte un autre regard sur plusieurs enjeux. Ainsi, le CDÉACF était très heureux cette année de compter sur la participation d'une représentante du Centre d'éducation des adultes d'Amqui.

Le comité des relations de travail (CRT), formé de deux membres du CA et de deux employé-e-s représentant l'équipe de travail, a joué un rôle particulièrement important dans les activités de gestion du Centre. Ce comité a poursuivi et pratiquement terminé la révision en profondeur de la politique des conditions de travail après cinq ans d'application de la dernière mouture. Une révision de la grille salariale et un ajustement de la rémunération en fonction des nouvelles responsabilités et des nouvelles réalités du marché du travail a également été réalisée en collaboration avec une consultante externe. Éline Vachon et Mona Audet ont représenté le CA sur ce comité et la représentation de l'équipe était assurée par Alex Casaubon ainsi que Ghislaine Jetté jusqu'en septembre 2012. C'est Christine Pruvost qui a pris la relève de Ghislaine à partir du mois d'octobre.

Nos membres



* Les membres qui associaient action communautaire (AC) avec une autre catégorie ont été classés dans cette autre catégorie. Le présent % correspond aux membres qui se sont identifiés seulement en AC.



Financement

Le CDÉACF tire principalement son financement de deux sources soit le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec et le Bureau d'alphabétisation et des compétences essentielles de Ressources humaines et développement des compétences Canada. Ces deux sources sont complétées par des projets ponctuels, les cotisations des membres et la vente de certains services.

Du côté fédéral, le financement à la mission dont le Centre bénéficie depuis 2009 grâce aux démarches actives de la directrice de l'époque, a été prolongé pour une seconde fois, dans l'attente d'une décision du ministère sur l'avenir de ce programme qui finance 21 organismes nationaux et provinciaux. Les discussions entamées l'an dernier se sont poursuivies encore cette année et les groupes ont finalement appris, au printemps 2013, qu'ils devraient tous de nouveau soumettre une proposition en réponse à un appel. Cet appel est ouvert à un plus grand nombre de joueurs et l'enveloppe totale sera diminuée de 2 millions \$. Un financement de transition devrait être accordé aux groupes qui n'auront pas été sélectionnés suite à cet appel, les menant jusqu'à juin 2014. Le CDÉACF, comme les autres groupes financés à la mission par le BACE, auront donc plus ou moins un an pour : soit modifier leurs activités en fonction des exigences du nouveau financement, soit trouver une autre source de financement pour combler le retrait prochain du BACE.

En ce qui concerne le financement provenant du MELS, ce sont surtout des délais dans le traitement de la demande et l'octroi des sommes qui ont causé un casse-tête à la direction et au CA du CDÉACF. Parmi les raisons de ces délais, il y a notamment la Mesure M30 qui oblige les organismes dont le financement provenant du fédéral excède 50% du financement total (51% dans notre cas pour l'an dernier dû au projet sur les compétences essentielles) à obtenir un décret du Conseil des ministres pour pouvoir recevoir du financement du gouvernement du Québec. En plus du délai occasionné par cette situation, il y a eu un changement de ministre, puis de gouvernement, suivi par des changements aux règles budgétaires. Après plusieurs démarches auprès du ministère et du cabinet de la ministre, nous avons finalement obtenu, le 28 mars 2013, confirmation officielle de l'octroi de notre financement de base et des projets Espace Alpha et Service documentaire et informationnel. Nous avons pu ainsi clore l'année sans déficit et avec pour la première fois depuis plusieurs années, une entente confirmant l'ensemble de ce financement pour trois ans.

La somme en retard représentant en tout plus de 400 000\$, c'est notamment grâce à sa bonne gestion présente et antérieure que le CDÉACF a pu faire face à cet imprévu. Effectivement, l'accumulation progressive d'un fonds d'urgence a donné à la direction et au CA actuel une marge de manoeuvre permettant de minimiser les impacts des délais. Malgré tout, il a quand même fallu prendre différentes mesures de compression des dépenses. Certaines de nos activités directement financées par le projet Espace Alpha, telles les formations en présence gratuites pour les groupes d'alphabétisation et la publication du bulletin Espace Alpha ont été parmi les premiers services suspendus, faute de fonds. L'équipe a fait preuve de beaucoup de solidarité durant cette période, un grand nombre de personnes ayant volontairement accepté une réduction de leurs heures de travail pour éviter notamment que le Centre procède à des mises à pied. Outre le support des membres du conseil d'administration, le CDÉACF a également reçu un appui de certains de ses membres pour tenter de faire débloquer le dossier au Ministère.

L'infrastructure technologique

L'activité d'un centre tel le CDÉACF repose en grande partie sur la technologie. Le site Internet et le catalogue documentaire sont des éléments indispensables pour assurer l'ensemble de notre mission. Le catalogue documentaire, fonctionnant avec le système intégré de gestion Kentika, possède deux serveurs dédiés soit un pour son fonctionnement et un second, copie conforme du premier, prêt à prendre la relève en cas de panne. Ces deux serveurs ont été remplacés par deux nouveaux, plus rapides et performants. Le serveur interne, utilisé par l'équipe, a subi une mise à jour importante de même que nos serveurs en colocation externe. Deux postes de travail ont également été changés, en accord avec notre plan de renouvellement du parc informatique.

Le CDÉACF fournit un accès au réseau de données aux membres et locataires de la Maison Parent-Roback, gratuitement pour la téléphonie IP et à faible coût pour la connexion à Internet et le courriel. Afin d'améliorer la performance de ce réseau et de répondre adéquatement aux nouveaux besoins d'utilisation nécessitant toujours davantage de puissance et de bande passante (téléchargements de vidéos, Web diffusion, etc.), le CDÉACF est passé cette année à la fibre optique. Les besoins en accès sans fil ayant aussi beaucoup augmenté à la Maison Parent-Roback, deux nouveaux routeurs Wi-Fi ont été installés à différents étages de la Maison.

Le premier budget du CDEACF en 1984

Dépenses		
Abonnements	5 000\$	
Achats	4 000\$	
Espace (1800 pi carré x 7\$)	7 600\$	
Poste, téléphonie, photocopie	2 500\$	
Salaires	75 000\$	
Entretien, fourniture, amortissement	3 900\$	
TOTAL	98 000\$	
Revenus		
Membres	27 000\$	
Gouvernement fédéral	33 000\$	
Gouvernement provincial	33 000\$	
International	5 000\$	
TOTAL	98 000\$	

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

Aux membres du

CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITION FÉMININE

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan au 31 mars 2013 et les états des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, sont tirés des états financiers audités de CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITION FÉMININE pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 14 mai 2013.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les principes comptables généralement reconnus du Canada. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités de CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITION FÉMININE.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités.

La direction a choisi de présenter les états financiers résumés avec la même présentation que celle des états financiers audités, sans toutefois présenter l'état des flux de trésorerie ni les notes complémentaires, pour ne présenter que l'information financière se retrouvant au bilan et aux états des résultats et de l'actif net à ses membres.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, «Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés».

Opinion

À notre avis, les états financiers résumés tirés des états financiers audités de CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES ET LA CONDITION FÉMININE pour l'exercice clos le 31 mars 2013 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, sur la base des critères décrits dans le paragraphe Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés.

Informations comparatives

Les états financiers résumés tirés des états financiers audités qui indique que l'organisme a adopté les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1er avril 2012 et que sa date de transition était le 1er avril 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers, y compris les bilans au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011, et l'état des résultats, de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ainsi que les informations connexes. Nous n'avons pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives retraitées, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.

APSV comptables professionnels agréés inc.¹

Montréal, le 14 mai 2013

¹ Par Youcef Ait Abdeslam, CPA auditeur, CGA

RÉSULTATS

 POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013
 (ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS - VOIR ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS)

	2013 (31 mars) \$	2012 (31 mars) \$
PRODUITS		
Subventions (note 4)	886 812	1 216 959
Autofinancement		
Membres déposants	10 600	9 100
Membres sympathisants	6 215	6 725
Membres structurants	480	600
Multimédia et communications	22 856	8 167
Revenus de services	9 745	6 679
Formation et animation	2 200	3 074
Autres	1 994	1 580
Intérêts	1 911	6 226
Gestion de projets	1 500	2 000
	944 313	1 261 110
CHARGES		
Salaires et charges sociales	672 558	818 747
Loyer et entretien	86 923	79 639
Honoraires	48 535	146 064
Déplacements et représentation	25 549	24 940
Dépenses des comités	16 988	20 283
Frais d'expédition	10 242	14 797
Télécommunications	10 004	10 016
Acquisition de documentation	9 077	12 008
Honoraires professionnels	8 835	6 700
Réseau de communication	7 506	6 599
Location d'équipement	5 279	5 148
Matériel informatique	5 173	10 818
Frais de bureau	5 074	15 578
Photocopies et impressions	4 675	7 822
Acquisition d'abonnements	4 094	6 493
Assurances et taxes	3 201	3 269
Formation et perfectionnement	2 626	6 225
Publicité et promotion	1 588	8 921
Cotisations et contributions	1 003	770
Intérêts et frais bancaires	947	1 055
Droits d'auteur	125	183
	930 002	1 206 075
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	14 311	55 035

BILAN

 AU 31 MARS 2013
 (ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS - VOIR ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS)

	2013 \$	2012 \$	1 ^{er} avril 2011 \$
ACTIF			
ACTIF À COURT TERME			
Encaisse	5 087	17 870	69 791
Débiteurs (note 6)	19 180	21 555	18 951
Subventions à recevoir	493 332	54 752	189 018
Frais payés d'avance	3 754	1 885	5 098
	521 353	96 062	282 858
DÉPÔT À TERME, 1 %, ÉCHU LE 20 FÉVRIER 2013	-	302 400	75 000
	521 353	398 462	357 858
PASSIF			
PASSIF À COURT TERME			
Emprunt bancaire	20 000	-	-
Créditeurs (note 8)	55 027	96 783	95 319
À remettre à l'État	22 906	24 373	23 151
Apports reportés (note 9)	162 209	30 406	47 523
	260 142	151 562	165 993
ACTIF NET			
AFFECTÉ (note 10)	164 369	164 369	164 369
NON AFFECTÉ	96 842	82 531	27 496
	261 211	246 900	191 865
	521 353	398 462	357 858
ENGAGEMENT CONTRACTUEL (note 11)			
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION			



POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ACTIF NET

**POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013
(ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS - VOIR ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS)**

	2013			2012
	Affecté (note 10)	Non affecté	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	164 369	82 531	246 900	191 865
Excédent des produits sur les charges	-	14 311	14 311	55 035
SOLDE À LA FIN	164 369	96 842	261 211	246 900

Conclusion

Le CDÉACF a terminé son année 2012-2013 avec une équipe solide, des fonctions davantage en synergie, une présence québécoise et canadienne en voie d'être consolidée et un financement assuré pour la prochaine année.

En décembre 2013, le CDÉACF aura 30 ans. Au travers le bilan de cette année 2012-2013, nous avons tenté de vous partager certains moments ou éléments importants de notre histoire. Nous espérons vous avoir donné le goût de poursuivre avec nous ces célébrations qui seront ponctuées de différents événements qui seront clôturés par une activités festive en décembre 2013.

Tout comme chacune des trente dernières années, l'année 2013-2014 s'annonce pleine de défis, notamment pour assurer le financement de l'ensemble de nos activités au-delà de cette année. Effectivement, bien qu'une entente sur trois ans ait été signée avec le MELS, la portion canadienne de nos activités et services actuellement financée par le BACE, n'est assurée que pour la prochaine année. Cependant, l'année s'annonce également encore une fois riche de multiples réalisations, projets et partenariats.

Nous profitons de ces quelques lignes de conclusion pour remercier tous nos partenaires et tout particulièrement nos 8 membres déposants ainsi que les deux partenaires financiers qui ont permis au CDÉACF de progresser encore un peu plus vers l'atteinte de l'objectif stratégique central - à la base des cinq autres qui ont servi de titres pour les chapitres de ce rapport. À mi-parcours dans cette planification, le CDÉACF continue à garder le cap sur cet objectif : Obtenir la pleine reconnaissance de l'importance stratégique de la documentation et de son accessibilité dans les domaines de l'alphabétisation, de l'éducation et formation des adultes ainsi que de la condition des femmes.

Nous remercions également nos bailleurs de fonds, sans qui rien de tout cela ne serait possible :



Le CDÉACF est financé par le Gouvernement du Canada par le Bureau d'alphabétisation et des compétences essentielles



Liste des sigles et des acronymes

- ACE** — Alphabétisation et compétences essentielles
- AFAQ** — Association des formateurs et formatrices d'adultes du Québec
- ALADIN** — Adult Learning Documentation and Information Network
- AQIS** — Association du Québec pour l'intégration sociale
- AQOCI** — Association québécoise des organismes de coopération internationale
- ASTED** — Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation
- BAC** — Bibliothèque et Archives Canada
- BACE** — Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles
- BANQ** — Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- BDAA** — Base de données en alphabétisation des adultes
- BV** — Bibliothèque virtuelle du CDÉACF
- CA** — Conseil d'administration
- CAPI** — Centre d'accès public à Internet
- CAPLA** — Association canadienne pour la reconnaissance des acquis
- CBPQ** — Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec
- CDC** — Corporation de développement communautaire
- CDÉACF** — Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
- CDU** — Classification décimale universelle
- CE** — Compétences essentielles
- CÉA** — Centre d'éducation des adultes
- CECM** — Commission des écoles catholiques de Montréal
- CEP** — Centre d'éducation populaire
- CF** — Condition des femmes
- CIAFT** — Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
- CIRDEP** — Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente
- CIT** — Contrat d'intégration au travail
- CLLN** — Canadian Literacy and Learning Network
- CLQ** — Centre for Literacy of Quebec
- CMEC** — Conseil des ministres de l'éducation (Canada)
- COCAF** — Coalition des organismes communautaires autonomes de formation
- COFA** — Coalition ontarienne pour la formation des adultes
- COMPAS** — Répertoire canadien de la recherche francophone en éducation et en alphabétisation des adultes
- CONFINTÉA** — Conférence internationale sur l'éducation des adultes
- CORAL** — Communauté pour la recherche en alphabétisme, alphabétisation et littératie en français au Canada
- CPD** — Centre populaire de documentation
- CQFD** — Comité québécois femmes et développement (de l'AQOCI)
- CRT** — Comité de relations de travail au CDÉACF
- CS** — Commission scolaire
- DSI** — Diffusion sélective d'information
- EBSI** — École de bibliothéconomie et des Sciences de l'Information de l'Université de Montréal
- ÉFA** — Éducation et formation des adultes
- FANB** — Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick
- FPT** — Formation professionnelle et technique
- FQPN** — Fédération du Québec pour le planning des naissances
- ICÉA** — Institut de coopération pour l'éducation des adultes
- IFPCA** — Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation
- IQDI** — Institut québécois de la déficience intellectuelle
- ISP** — Insertion socioprofessionnelle
- MELS** — Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec
- MMF** — Marche mondiale des femmes
- MPR** — Maison Parent-Roback
- OBNL** — Organisme à but non lucratif
- OCDE** — Organisation de coopération et de développement économiques
- PACTE** — Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation
- PAD** — Prêt à distance
- PEB** — Prêt entre bibliothèques
- PEICA** — Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes
- PVPL** — Bulletin « Pour voir plus loin » des nouvelles acquisitions du CDÉACF
- RAFH-Canada** — Réseau d'action des femmes handicapées du Canada (en anglais DAWN)
- RCCFC** — Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada
- REFAD** — Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada
- RéQEF** — Réseau québécois d'études féministes
- RESDAC** — Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences
- RGPAQ** — Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
- RHDCC** — Ressources humaines et développement des compétences Canada
- RNR** — Regroupement Naissance-Renaissance
- RSS** — Format de syndication du contenu web
- TGFM** — Table des groupes de femmes de Montréal
- TIC** — Technologies de l'information et de la communication
- TRÉAQ FP** — Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des CS du Québec
- UIL** — Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie
- UNESCO** — Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Rédaction : **Geneviève Dorais-Beauregard**
 Révision : **Micheline Leduc**
 Graphisme : **Format L78**
 Photos : **Archives du CDÉACF, François Dallaire, Éthel Gamache, Geneviève Haineault, Denis Noël**
 Impression : **Imprimerie Dumaine**

CDÉACF

110, rue Sainte-Thérèse

Bureau 101

Montréal, Québec H2Y 1E6

Téléphone : 1 514 876-1180

Sans frais: 1 866 972-1180

(Canada seulement)

Télécopieur : 1 514 876-1325

Courriel : info@cdeacf.ca

www.cdeacf.ca